

MAIRIE DE CHAPONNAY
69970 CHAPONNAY
(RHÔNE)

Tél . 04.78.96.00.10
Fax . 04.78.96.08.51

Nombre de conseillers	
En exercice	27
Présents	22
Votants	27

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21-01-2016 Convocation du 14-01-2016
Compte rendu affiché le : 25-01-2016

Président de séance : Monsieur Raymond DURAND
Secrétaire de séance : Monsieur Robert RIVOIRE

Présents : Raymond DURAND, Robert RIVOIRE, Valérie ALLAGNAT, Monique CERF, Pierre JUSTON, Jocelyne URBINATI, Serge MARTINEZ, Marie-Paule DUMOND, Eric CAMUS, Laurent BICARD, Patricia SERMET, Michel GIRARDON, Geneviève VESCOVI, Maryse MERARD, Christine KHAIR, Carole DREVON, Jacqueline ERGON, Corinne TRAVERSIER, Annie NUGUES, Pascal CREPIEUX, Laurent PETIT, Nicolas BONTINCK
Absents représentés : Clarisse MARTINEZ à Jocelyne URBINATI, Raymond RIMASASKAS à Monique CERF, Maxime CLAIR à Robert RIVOIRE, Pierre MARRAY à Carole DREVON, Daniel BLOND à Raymond DURAND

OBJET : REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) CONFORMEMENT A L'ARTICLE L. 123-9 DU CODE DE L'URBANISME

Par délibération n°2010-73 en date du 27 mai 2010, complétée par la délibération n°2010-90, en date du 22 juillet 2010, le conseil municipal a prescrit la mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU), conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

Le code de l'Urbanisme dispose que les PLU comprennent notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui définit « *les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques* ».

Il « *arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain* ».

Le code de l'Urbanisme précise que les orientations générales du PADD doivent faire l'objet d'un débat au sein du conseil municipal « *au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme* ».

Monsieur PORTAL, du bureau d'études l'Atelier de la Rue, présente le projet de PADD qui se compose des axes principaux suivants déclinés en objectifs :

1/ Présenter l'identité de la commune et la qualité de vie

- Objectif 1 : Une structure ancienne à préserver
- Objectif 2 : Prévoir des axes d'extension du centre ancien
- Objectif 3 : Préserver le patrimoine bâti
- Objectif 4 : Maintenir une trame végétale en centre-bourg

2/ Maîtriser l'urbanisation et diversifier l'offre de logements

- Objectif 1 : Le centre, une zone de renforcement urbain et de mixité sociale
- Objectif 2 : Définir des sites à enjeux pour une maîtrise de l'urbanisation
- Objectif 3 : Limiter l'étalement urbain et le mitage

3/ Préserver les paysages et les espaces agro naturels

- Objectif 1 : Maintenir les espaces de production agricole et accompagner le développement de l'activité
- Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et le paysage

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Rhône ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
- soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

4/ Favoriser un fonctionnement équilibré du territoire

Objectif 1 : Revoir les logiques de déplacement

Objectif 2 : Agir sur le dynamisme économique de la commune

Objectif 3 : Prendre en compte les risques naturels, technologiques et les risques de pollution

Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert et invite les membres du Conseil municipal à s'exprimer sur les orientations générales du PADD.
Il n'y a pas d'observation particulière.

Constatant que les membres du conseil municipal ont pu échanger sur les orientations générales du PADD, Monsieur le Maire propose de clore les débats.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n°2010-73 en date du 27 mai 2010, complétée par la délibération n°2010-90, en date du 22 juillet 2010, prescrivant la mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

Vu le document exposant le Projet d'Aménagement et de Développement Durable ci-annexé,

Considérant que conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, le conseil municipal a débattu des orientations générales du PADD,

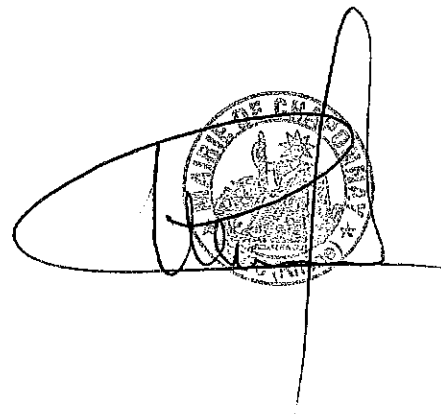
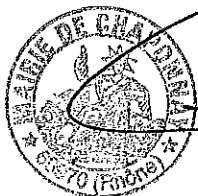
Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- APRES clôture des débats par Monsieur le Maire,
- PREND ACTE des échanges lors du débat sans vote sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) portant sur la révision du PLU,
- DIT que :
- La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération,
- La présente délibération sera transmise au préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Après en avoir délibéré les mêmes jours, mois et an que ci-dessus.

Pour extrait conforme
Chaponnay, le 21-01-2016
Le Maire,
Raymond DURAND

Acte rendu exécutoire après
Dépôt en préfecture le 25-01-2016
Publication ou affichage du 25-01-2016
Raymond DURAND,
Maire



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Rhône ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
- soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.